Chronique de la campagne présidentielle 2027 – épisode 4

Comme lors de la précédente campagne présidentielle (où nous avions publié 25 chroniques), nous publierons régulièrement une chronique de cette élection qui s'annonce cruciale pour l'avenir du pays. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2027.

Vous pouvez retrouver notre première chronique ICI, la deuxième ICI et la troisième ICI.

Au sommaire

La campagne Mélenchon : une rentrée politique réussie

La primaire du PS et de Place publique : médiocrité et coups bas

L'épiphénomène de la candidature Roussel

La rentrée politique du Rassemblement national

Débats sur la gestion de la dette publique : la question incontournable de la rupture avec l'Union européenne

La mobilisation sociale va-t-elle percuter la campagne présidentielle ?

La campagne Mélenchon : une rentrée politique réussie

La rentrée politique de Mélenchon a été indubitablement réussie : après le grand succès des Amfis, Mélenchon a effectué une bonne prestation lors du débat du Medef le 27 août. Il a ensuite enchaîné avec deux grands discours, à la Grande braderie de Lille le 5 septembre et à la Fête de *L'Humanité* le 12 septembre.

A la Fête de *L'Humanité*, il a suscité un énorme engouement : le vendredi au cours d'un dialogue avec la rédaction de *L'Humanité*, et le samedi lors d'un meeting.
L'organisation de la fête a été débordée et surprise par une foule impressionnante.
Dans son discours aux accents très « lutte de classe ». il a salué les militant.e.s du PCF et le journal *L'Humanité* (en souhaitant que ceux-ci soient plus présents sur les

plateaux télé), et il a par ailleurs cité Trotsky en passant… Il a aussi harangué la foule à coups de « travailleurs, travailleuses » (coucou Arlette !). Il a axé son discours sur les enjeux sociaux (mesures de protection contre la vie chère : blocage des prix, échelle mobile des salaires) et il a longuement polémiqué contre Christine Lagarde et le gouverneur de la Banque centrale allemande (se laissant aller à un discours anti-allemand assez obsessionnel chez lui, alors que, comme internationalistes, il est crucial de distinguer et d'opposer la bourgeoisie allemande et les travailleur/ses d'Allemagne).

La France Insoumise écrase la concurrence à gauche. Mélenchon ne cesse de progresser dans les sondages : il se situe désormais entre 15 % et 18 % des intentions de vote, en position de se qualifier pour le second tour. Il progresse également dans les sondages de popularité.

La primaire du PS et de Place publique : médiocrité et coups bas

La primaire va avoir lieu les 10 et 17 octobre. Cinq candidats sont sur la ligne de départ : Glucksmann, Faure, Royal, Guedj et Maurel. Philippe Brun a été écarté à la dernière minute en raison d'accusations graves de violences portées par une ancienne collaboratrice. Cette élection est vendue de façon mensongère comme la « primaire de la gauche » par les hiérarques du PS et les gros médias qui essaient de faire monter l'intérêt pour cette primaire.

Glucksmann a cherché à imposer un débat unique le 6 octobre après la clôture des inscriptions pour pouvoir voter (car il faut s'inscrire 5 jours avant le vote pour pouvoir

voter) : au cas où le débat susciterait un intérêt quelconque, il fallait éviter tout afflux qui aurait pu perturber l'intronisation de Glucksmann… Finalement, Glucksmann a dû céder : trois débats vont être organisés : le 23 septembre sur LCI, le 1er octobre sur France télévision et le 4 octobre sur BFM.

Il y a peu de risques que cette primaire passionne les foules. Les organisateurs tablent sur un maximum de 100.000 votant.e.s, et plus vraisemblablement un peu plus de 50.000 (rappelons que la primaire du PS avait rassemblé 1,6 millions de votant.e.s en 2017 et 2,7 millions en 2011). Sur le papier, Glucksmann peut compter sur le soutien de la moitié du PS et sur celui de Place publique. Cela devrait lui suffire pour l'emporter. Si Glucksmann était contraint à un second tour, il pourrait compter sur le soutien du sioniste Guedj, voire sur celui de l'opportuniste Maurel (candidat du groupuscule « Gauche républicaine et sociale » qui a fait alliance avec LFI, puis le PCF, et qui désormais retourne au bercail du PS).

La performance de Royal est l'inconnue de cette primaire. Face au manque de charisme de Faure et Glucksmann, parviendra-t-elle à mobiliser des non-adhérents du PS et de Place Publique ? Elle est la moins hostile à LFI, mais il ne faut pas être dupe. Elle sent l'air du temps, mais elle porte historiquement une ligne sociale-libérale, droitière et autoritaire. De façon habile, Faure cherche à mobiliser les adhérent.e.s et sympathisant.e.s des partis de gauche parties prenantes de feue la « grande primaire plurielle », soit la gauche hors LFI, pour faire la différence. Il peut aussi espérer le soutien de Royal en cas de second tour.

Ruffin s'est ridiculisé en suppliant Glucksmann de l'accepter à la primaire (pourtant clairement réservée aux sympathisants du PS et de Place publique). Il a dit qu'il serait loyal et donc qu'il soutiendrait Glucksmann en cas de victoire ! Mais cela n'a pas suffi : Glucksmann ne veut prendre aucun risque.

Alors Glucksmann est-il capable de perdre une primaire taillée pour lui ? Il a en tout cas un problème avec le peuple de gauche. Dès qu'il côtoie les catégories populaires, on sent qu'il n'est pas à sa place. Il s'est encore fait interpellé par une militante féministe lors d'une manifestation où il s'est forcé à aller. Prudemment, il ne s'est pas risqué à aller à la Fête de *L'Humanité*. Toute l'aile droite du PS se mobilise en tout cas derrière son champion (voir par exemple la tribune publiée par la *Tribune du dimanche* le 16 septembre).

Sur le fond, Glucksmann a beaucoup de mal à se distinguer des macronistes. Comme eux, il veut rapprocher le salaire net du salaire brut. C'est typiquement une proposition de droite, qui consiste à opposer les cotisations et le salaire net. Celui qui va le plus loin sur cette voie-là est Hollande, qui propose de baisser massivement les cotisations et d'augmenter en contrepartie la TVA de 4 points. En opposition à Glucksmann, Faure cherche à se « gauchiser », n'écartant plus une alliance possible avec LFI aux élections législatives. Mais le fond reste social-libéral. En témoigne par exemple sa proposition que « *chaque euro versé en dividendes aux actionnaires s'accompagne d'au moins un*

euro versé aux salariés (sous forme de salaire, participation ou intéressement) ». Faure nous vend le « gagnant / gagnant ». C'est typiquement une proposition de droite qui nie la contradiction de classe. Il confirme que le PS est bien un parti bourgeois. Pour le mouvement ouvrier, au contraire, il faut des salaires en plus et des dividendes en moins. C'est une position minimale que le PS, y compris son aile « gauche », est incapable de tenir.

L'épiphénomène de la candidature Roussel

Roussel s'est déclaré officiellement candidat au JT de TF1 dimanche 6 septembre. Lors d'un scrutin interne organisé début septembre, il a obtenu 72 % sur sa candidature, contre 82 % en 2021. Cela ne fait que 17.000 voix contre 25.000 cinq ans plus tôt (compte tenu de la baisse des effectifs du parti et de la baisse de la participation). Roussel a dû en outre montrer « patte blanche » pour convaincre un maximum de militant.e.s du PCF, en s'engageant à ne pas construire sa campagne sur des attaques anti-LFI (Ian Brossat a par exemple beaucoup insisté sur ce point). L'engagement est pour l'instant tenu, mais pour combien de temps ?

Il bénéficie en tout cas d'une très bonne exposition médiatique. L'explication est assez simple : les grands médias valorisent toutes les candidatures qui peuvent prendre quelques points à Mélenchon et l'empêcher d'accéder au second tour. Lors d'une grande émission de LCI organisée pour valoriser sa candidature, Roussel a montré une fois de plus son opportunisme et son cynisme. Il a ri jaune (sans savoir quoi répondre) quand un milliardaire lui a dit qu'il craignait beaucoup plus Mélenchon, qui lui semblait beaucoup plus communiste que lui ; il a revendiqué de ne pas défendre les 32 heures alors que cela figure dans son programme, faisant comprendre qu'il y avait plein de choses dans son programme… mais qu'il ne fallait prêter attention uniquement à ce qu'il expose dans les médias. A la fête de *L'Humanité*, devant une foule peu dense, il a cherché à se faire remarquer avec quelques propositions « chocs » comme les travaux d'intérêt général pour les fraudeurs fiscaux, ou encore la possible nationalisation / sanction de Total (faisant le parallèle avec la nationalisation de Renault d'après-guerre). Il a renouvelé son appel à se mobiliser sur les ronds-points, devant les sous-préfectures, l'Élysée… Emporté dans son élan, il a appelé à « faire la révolution maintenant » sans attendre l'élection. Mais le problème de Roussel est que personne n'accorde du crédit au personnage et à ses appels incantatoires qui sont perçus comme des « coups de com' » plus que des propositions réfléchies capables de mettre en mouvement les travailleurs et travailleuses.

Pour le moment, les principaux opposants internes à Roussel (à commencer par Stéphane Peu, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale) n'ont pas franchi le Rubicon en soutenant ouvertement la candidature de Mélenchon. Ils refusent de soutenir la candidature de Roussel, mais feront-ils comme la dernière fois en se réfugiant dans le silence pendant la campagne ? Compte tenu des enjeux, on peut espérer qu'ils assument leur vote en faveur de Mélenchon, et participent activement à la campagne. A suivre… Il va falloir en tout cas qu'un maximum de monde fasse

pression jusqu'au bout pour que Roussel retire sa candidature afin que, contrairement à 2022, aucun risque ne soit pris pour empêcher Mélenchon d'être au second tour.

La rentrée politique du Rassemblement national

Après sa déclaration de candidature, Marine Le Pen a immédiatement repris la main sur la campagne du RN en reléguant Bardella au second plan. Si Bardella est promis officiellement au rôle de Premier ministre (mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient), il est marginalisé au sein du RN. Son proche conseiller économique, François Durvye (lié au milliardaire identitaire Stérin) a été écarté car il a cherché à convaincre Bardella d'affronter Le Pen. Pourtant, Le Pen assume la mue néolibérale du RN qu'incarne Bardella : baisse massive des impôts de productions, règle d'or budgétaire, purge drastique de 150 milliards d'euros dans les dépenses publiques, suppression des normes écologiques (fin des diagnostics thermiques, du dispositif « zéro artificialisation nette », etc.). Certes, Le Pen conserve encore sa réforme des retraites, mais c'est à peu près le seul marqueur « social » qu'elle maintient, et il ne fait guère de doute que cette réforme irait aux oubliettes si elle était élue. Elle déroulerait un programme 100 % patronal et autoritaire.

Lors de sa rentrée politique à Hénin Beaumont dimanche 13 septembre, elle a souhaité un bon anniversaire à Bardella, mais elle ne lui a pas fait le cadeau de pouvoir parler. Elle a gardé le monopole de la prise de parole : qu'on se le dise, il n'y a pas de binôme, il n'y a qu'une seule cheffe, et Bardella sera un figurant parmi d'autres, dont Marion Maréchal que Le Pen s'apprête à faire monter à ses côtés. Ce retour est un signe que la mise au second plan de Bardella ne rime pas avec un retour en arrière vers un RN « souverainiste » et « social » : Marion Maréchal incarne encore plus que Bardella une ligne très libérale, et par ailleurs très identitaire. Cette ligne s'incarne notamment par la mise en avant de l'interdiction du voile dans l'espace public ou de la préférence nationale, qui était l'axe central du discours de Le Pen à Hénin Beaumont.

Il faut noter que le processus de « dédiabolisation » du RN, indispensable pour remporter l'élection présidentielle, a de nouveau laisser émerger sur sa droite la candidature du fasciste Eric Zemmour. Sa candidature avait récolté 7,07 % des voix en 2022 et la candidature de sa n°2 Sarah Knafo à l'élection municipale de Paris, 10,40 %. Le parti Reconquête ! a subi un choc en 2024 lors des élections législatives avec la trahison de Marion Maréchal-Lepen qui a soutenu le RN : si l'appareil est capable de porter une nouvelle campagne présidentielle de l'extrême droite radicalisée, un nouveau front électoral s'ouvrira. Il est certain que la candidature Zemmour va ouvrir un peu plus la « fenêtre d'Overton » en radicalisant le discours contre les personnes migrantes, immigré.e.s et les personnes musulmanes.

Débats sur la gestion de la dette publique : la question incontournable de la rupture avec l'Union européenne

Dans notre troisième chronique de l'élection présidentielle, nous avons déjà évoqué les

débats provoqués par la formule de Mélenchon « foutre le feu à la dette de la France détenue par la Banque centrale ». Depuis, le débat ne s'est pas éteint. Nous avons expliqué que c'est l'annulation de la dette publique détenue par les investisseurs privés qui devrait être mise à l'ordre du jour. Mais nous allons ici nous arrêter sur les limites importantes de la position de LFI concernant la dette publique détenue par la Banque de France (mais c'est la BCE qui donne les ordres).

LFI parle désormais davantage de mettre la dette détenue par la Banque centrale « au frigo » plutôt qu'« au feu ». Ce n'est pas la même chose. La « mettre au frigo » consiste à s'assurer que la Banque centrale continue à détenir des titres de la dette publique, dans la même proportion qu'aujourd'hui, voire davantage. Petit rappel : depuis 2015, la BCE a acheté des titres de la dette publique sur les marchés financiers. Et c'est surtout pendant le Covid, quand le déficit public a explosé, que la BC s'est mise à acheter une grande quantité de titres, jusqu'à en détenir environ 25 %. Cela a eu deux effets : limiter la hausse des taux d'intérêt sur les marchés (par le jeu de l'offre et de la demande : la demande de titres a augmenté en raison de la politique d'achats de la BCE) et alléger la charge d'intérêts pour l'État, puisqu'une partie des intérêts reçus par la Banque de France a été reversée à l'État (puisque la Banque de France verse en principe un dividende à l'État à proportion de son profit).

Désormais, la BCE cherche à diminuer son stock de dette publique pour revenir à une situation « normale ». Elle ne détient plus que 18 % de la dette publique française. « Geler » la dette publique détenue par la Banque de France consisterait à ne plus faire baisser cette part, voire à l'augmenter. Mais pourquoi renoncer à la « foutre au feu », c'est-à-dire à l'annuler ? Depuis 2021, la Banque de France a décidé de ne plus verser de dividende à l'État français. Pourquoi ? Parce que la priorité serait de rémunérer les réserves des banques commerciales à la BCE. C'est un choix politique qui a une conséquence : la charge d'intérêts payée par l'État à la Banque de France ne revient plus vers l'État. Annuler la dette publique détenue par la Banque de France a donc un intérêt clair et immédiat : baisser la charge d'intérêts de l'État français. Cela devrait donc être un objectif politique majeur, annoncé comme tel.

Pourtant, LFI met désormais plutôt l'accent sur le fait de « mettre au frigo » cette dette, plutôt que la « foutre au feu ». Pourquoi ? Pour paraître « crédible » dans le cadre des règles de l'Union européenne. Formellement, il n'est pas interdit à la BCE d'effacer la dette publique qu'elle détient, mais il semble plus « réaliste » de lui demander de continuer à faire ce qu'elle a déjà fait depuis 2015. Mais les règles de l'Union européenne sont claires : la BCE est « indépendante » et donc le pouvoir politique ne peut rien lui imposer. Même si un gouvernement LFI arrivait à convaincre d'autres pays de la zone euro du bien-fondé de sa politique, rien n'obligerait la BCE à « mettre au frigo » la dette publique. Contrairement à 2017, LFI refuse d'envisager tout « plan B » de rupture ou de désobéissance à l'Union européenne : elle prétend qu'un gouvernement LFI parviendra à convaincre les autres États et la BCE d'appliquer sa politique pour lui faciliter la mise en œuvre de son programme. C'est se voiler la face : dès qu'un gouvernement LFI arrivera au pouvoir, les taux d'intérêt sur la dette

française s'envoleront et la BCE ne viendra pas en aide à la France : elle agira de concert avec les marchés financiers pour faire pression sur le gouvernement français. Il y a alors deux issues possibles : soit la capitulation devant l'UE et la renonciation au programme, soit la rupture avec l'UE, ce qui implique que le gouvernement français prendra la main sur la Banque de France : il faudra alors annuler une partie de la dette publique (et pas seulement celle détenue par la Banque de France) et mettre en place un financement du déficit public en dehors des marchés financiers. Sans cela, la charge d'intérêts sur la dette publique flambera et les marges de manœuvre du gouvernement seront réduites à néant.

La mobilisation sociale va-t-elle percuter la campagne présidentielle ?

Le mécontentement face à la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat ne fait que progresser. Le prix de l'essence atteint des records, et cela s'annonce durable. L'INSEE indique que le pouvoir d'achat moyen devrait baisser de 0,7 % en 2026, après une baisse de 0,7 % également en 2025. Et cela va de pair avec une hausse des inégalités : les salaires réels baissent à nouveau alors que les dividendes sont en hausse.

Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé 54 milliards de coupes budgétaires : gel du point d'indice des fonctionnaires, desindexation de certaines pensions de retraites ou réduction de l'abattement fiscal de 10 % des retraité.e.s, gel des APL, rabotage de l'Allocation de rentrée scolaire, limitation des arrêts maladie, fiscalisation des indemnités journalières, restriction du compte *personnel* de formation (en gros, limiter les formations à l'adaptation au poste, ce qui est déjà anticipé par Lecornu quand il renomme le CPF « compte *professionnel* de formation »), baisse de 30 % du budget de l'ADEME. Les plus riches et les entreprises sont épargnés (la surtaxe de l'impôt sur les sociétés pour les grandes sociétés va baisser et le Pacte Dutreil pour faciliter les transmissions d'entreprises sera intégralement préservé). Enfin, Lecornu reprend une mesure raciste du RN, en envisageant un « délai de carence » pour les allocations des étrangers qui ne dépendent pas du travail (comme les APL). Ou encore il offre au RN une coupe drastique dans le budget de France Télévision. Le Pen se frotte les mains et s'est déclarée ouverte à un accord de non censure avec le gouvernement, confirmant leurs convergences de vue.

Les conditions objectives d'un grand mouvement sociale contre la vie chère se réunissent chaque jour davantage. Macron et Lecornu (ainsi que toutes les personnalités de la macronie) connaissent une impopularité record. Par exemple, dans le dernier baromètre Ipsos, Macron récolte 16 % d'opinion favorable (un score encore plus bas qu'au début du mouvement des gilets jaunes) et Lecornu 20 %. Dans un récent sondage Elabe, 66 % de la population soutiendrait ou aurait de la sympathie pour une nouvelle mobilisation des gilets jaunes. Et cela monte à près de 80 % pour les catégories populaires et les jeunes.

Deux dates sont d'ores et déjà dans le paysage :

- **Le 29 septembre**, ce sera la journée d'action dans la Fonction publique et la grève nationale des pompiers. Les directions syndicales n'ont comme d'habitude aucun plan d'action. Dans un entretien donné à *Libération*, la dirigeante de la CFDT Marylise Léon ne trouve rien de mieux à faire que de s'opposer au blocage des prix et à l'indexation des salaires sur les prix… au motif que « la négociation produit plus d'éléments favorables pour les salariés ». Foutaise ! Les salaires réels ont baissé depuis 2017, avec une chute importante en 2022 et 2023, et à nouveau une baisse depuis le début de l'année 2026. Alors que cette journée s'annonçait aussi lamentable que les précédentes journées d'action, le contexte et la présence des pompiers pourraient lui donner une certaine ampleur. La question de ses suites doit être immédiatement mise au débat dans nos réunions syndicales et les AG.

Gaston Lefranc, le 21 septembre 2026